

Vers l'égalité

par Quentin Deluermoz

L'inégalité a une histoire, et celle-ci est toujours complexe, souvent contrariée. En faire le récit est nécessaire, parce que c'est lui qui, nourri de ce que peuvent apporter toutes les sciences sociales, peut conduire à formuler des propositions réalistes en vue d'une plus grande justice sociale.

À propos de : Thomas Piketty, *Une brève histoire de l'égalité*, Paris, Seuil, 2021, 368 p., 14 €.

Alors que toutes les enquêtes attestent de la hausse des inégalités mondiales depuis les années 1980 (<https://laviedesidees.fr/Le-bel-avenir-des-inegalites.html>), comment retrouver le chemin d'une plus grande égalisation des conditions, sur quelle trajectoire historique l'appuyer ? Telle est la tâche que s'assigne cette « brève histoire de l'égalité ». Il est inutile de présenter Thomas Piketty : auteur d'une œuvre de grande ampleur, reconnue et traduite en plusieurs langues, l'économiste intervient régulièrement dans le débat public national et transnational. Cet ouvrage s'inscrit dans la continuité directe des deux précédents : si *Le capital au XXIe siècle* analysait la hausse et les mécanismes des inégalités dans les pays occidentaux au XXe-XXIe siècle, si *Capital et idéologie* cherchait dans la longue durée et l'échelle globale la profondeur de ces logiques inégalitaires, celui-ci, plus court, plus optimiste aussi, entend proposer des pistes concrètes afin de sortir de la profonde crise que traversent actuellement les sociétés de la planète.

Pédagogies de l'indicateur

L'ouvrage conserve la marque des grandes propositions de son auteur : l'économie n'est pas considérée comme une discipline fermée sur elle-même, mais comme une composante au sein d'une réflexion plus large de sciences sociales qui comprend la sociologie, l'anthropologie, la science politique, le droit, la philosophie et l'histoire. Cette approche, ensuite, intègre la longue durée et la perspective globale, combinant pour cela perspectives macro-historique et études de cas, comparaisons et attentions aux possibles non advenus. Une très grande ambition est conférée aux sciences sociales, sensible dans l'ampleur des sujets traités comme dans la recherche de solutions concrètes à un certain nombre de problèmes contemporains.

L'ambition de partage est dès l'abord manifeste. L'ouvrage met à disposition les résultats de différentes enquêtes, explicite la manière de travailler des économistes et des chercheurs en sciences sociales : il propose des définitions, clarifie certains raisonnements, accompagne la lecture des tableaux et graphiques. Lecteurs et lectrices peuvent ainsi découvrir des ouvrages devenus des classiques pour les spécialistes comme *La Grande divergence* de Kenneth Pomeranz ou *Cotton Empire* de Sven Beckert. L'histoire est particulièrement convoquée, notamment l'histoire économique et sociale, l'histoire des luttes et des révolutions, l'histoire du capitalisme et de la répartition des richesses, mais l'ouvrage permet de découvrir également de nombreux travaux en sociologie, droit, science politique ou anthropologie. La pédagogie des indicateurs économiques qui y est déployée est particulièrement éclairante. Discutant ceux qui sont les plus couramment mobilisés, il rappelle qu'ils sont le fruit de choix et de constructions et ont des effets sur la vision du monde, puis il montre comment l'intégration d'autres critères (environnementaux, sociaux, de couleur de peau) nécessite inventivité, choix politique et distance critique. Ce souci d'honnêteté et de transparence scientifique est d'autant plus important que Thomas Piketty mobilise pour sa démonstration la base de données qu'il a contribué à élaborer : la World Inequality Database (WID.world), qui rassemble sur trois siècles (XVIIIe-XXIe siècle) les données sur les répartitions de revenus et les patrimoines pour 80 pays. L'ensemble, problématique, lectures et données, forme le socle de l'histoire proposée.

XVIIIe-XXIe siècle : la marche contrariée de l'égalité

Elle prend ici la forme d'un macro-récit historique qui ne masque pas ses irrégularités et ses incertitudes. En matière d'inégalités, le premier constat sur deux siècles est celui d'un progrès. L'espérance de vie à la naissance est passée de 26 ans dans le monde en 1820 à 72 ans aujourd'hui, tandis que le revenu moyen a été multiplié par 10 depuis le 18^e siècle. Non sans contrastes, la concentration de la propriété n'a cessé de baisser en France entre les années 1900, moment de son acmé, et les années 1980, avant de connaître une nouvelle augmentation. Une « classe moyenne » patrimoniale s'est détachée à cette même période alors que les inégalités de revenus tendent à diminuer. Bien sûr, les 50 % les plus pauvres ne possèdent toujours presque rien et l'écart de revenu entre les 50% les plus pauvres et les 10% les plus riches reste de 1 à 8 : le mouvement est tendanciel et n'a rien de naturel.

Car celui-ci est bien le résultat d'une histoire, une histoire contrariée par de multiples rapports de forces et héritages, qu'il convient de mettre au jour. L'affirmation européenne, par exemple, ne peut être dissociée des dynamiques globales. Cette « Grande divergence » a en effet été rendue possible par l'exploitation des terres en Amérique du Nord, du sud et dans les Antilles (ainsi que par le transfert des populations africaines sur ces terres). La guerre a aussi joué un rôle décisif. Autrement dit, la domination, le développement industriel et les transformations sociales européennes sont indissociables de l'extraction esclavagiste à Saint Domingue, des mesures protectionnistes imposées au textile indien ou du contrôle des dettes de pays étrangers. L'histoire récente du capitalisme et l'histoire transimpériale invitent cependant à se déprendre de l'idée d'un seul « centre » européen : les moyens de cette réorientation structurelle ne sont de fait pas propres à l'Europe, mais la particularité européenne est l'ampleur et la durée de cette entreprise. Elle correspond à une période où s'élaborent de nouvelles formes d'État, incarnées par l'État-nation, et avec elles des types d'interrelations et des visions du monde - qui sont encore largement les nôtres aujourd'hui.

La sortie de l'esclavagisme et du colonialisme sont des étapes fondamentales dans cette marche vers l'égalité. Mais ces expériences historiques ont aussi laissé des fractures durables et toujours manifestes. Ainsi en est-il de la dette de 150 millions de francs-or que Haïti dut rembourser jusqu'en 1950 à la France puis aux États-Unis à la suite de son indépendance (1804), ou encore des compensations de plusieurs millions de livres-sterling ou de francs versés aux propriétaires d'esclaves après les abolitions

britanniques et françaises. Ces marques sont à la fois profondes et ordinaires, les sociétés coloniales et esclavagistes étant particulièrement inégalitaires, et les abolitions ayant cédé la place à un continuum complexe de situations de travail entre esclavage et travail dit libre. Un tel rappel historique pose à nouveau la question des réparations, qu'elles concernent des pays en particulier ou qu'elles portent à une échelle transnationale, étant donné l'interconnexion dont ces inégalités sont le fruit. Pour sortir des dégâts du colonialisme, poursuit Piketty, un changement systémique de l'organisation économique est sans doute nécessaire : par exemple, une partie des recettes des multinationales et des milliardaires devrait être prélevée et reversée à l'ensemble de la population.

Les révolutions comme la lente affirmation des droits sociaux et politiques, sensibles au cours des deux derniers siècles, répondent à un même mouvement ambigu. La Révolution française marque la fin d'une société d'ordres et de privilèges et l'avènement de la liberté et de l'égalité en droit des citoyens. Mais celle-ci a ses limites, parce qu'elle laisse de côté les femmes ou les populations colonisées. Et la réduction des inégalités sociales est restée partielle : les nobles ont conservé des patrimoines importants alors que la redistribution des richesses a été contrecarrée par l'affirmation d'une idéologie dite propriétaire. Quant aux luttes qui ont permis lors des deux siècles suivants l'affirmation des statuts, du droit du travail et de la société salariale au sein de régimes libéraux puis démocratiques, elles n'ont pas pu empêcher les classes possédantes de s'adapter et de réinventer des formes ploutocratiques du pouvoir comme en témoignent les problèmes actuels du financement des partis politiques et des médias. Pourtant des solutions existent, notamment depuis la crise de 2008: dans le cas du partage du pouvoir économique, des règles ont été proposées, comme la participation des salariés à hauteur de 50 % aux décisions des plus grandes entreprises, ou l'invitation à mettre en place un droit syndical européen et transnational.

En réalité, observe Thomas Piketty, le cœur de ce mouvement tendanciel vers l'égalité se situe dans un moment particulier : l'expérience des États sociaux des années 1914-1980, en Europe et aux États-Unis, ici au centre de l'analyse, et sous des formes différentes en Russie, en Chine, en Inde ou au Japon. Fruit des mobilisations sociales, des guerres, de la crise de 1929, mais aussi de l'adoption par les parlements de l'impôt progressif sur le revenu et sur l'héritage, cet État social se caractérise par son expansion fiscale et surtout par une réorientation fondamentale de ses dépenses depuis les fonctions régaliennes vers l'éducation, la santé et la protection sociale. Lors de cette véritable « révolution anthropologique » (p. 184) il a par ailleurs échappé alors

partiellement au contrôle des classes dominantes. Développement économique et progrès humain, ainsi, peuvent se combiner. Cette « grande redistribution » (p. 176) a été complétée d'autres phénomènes plus ou moins liés : les possessions internationales et les actifs coloniaux ont alors diminué ou été liquidés sous l'effet des expropriations révolutionnaires, des guerres d'indépendances, de la peur de l'URSS ou des deux grands conflits mondiaux. Le mouvement se parachève avec le choix collectif des États européens d'annuler les dettes après 1945 – une autre question contemporaine majeure.

Rebrancher l'histoire

Si les écarts de richesse et la concentration des propriétés sont restés forts - et si tous deux sont repartis à la hausse avec la libre circulation des capitaux des années 1980 - l'État social et l'impôt progressif ont donc historiquement prouvé leur capacité à réduire les inégalités au sein des démocraties libérales. Fort de ce constat, l'ouvrage se propose, parmi les multiples propositions visant à sortir du capitalisme actuel, d'approfondir les potentialités de ce dispositif. Plusieurs mesures concrètes sont présentées : un tel programme, ainsi, consisterait à accentuer la progressivité de l'impôt, à mettre en place un revenu de base, et de façon plus ambitieuse un système de garantie d'emploi, de redistribution de l'héritage et un réel partage du pouvoir dans les entreprises. L'enjeu est d'instaurer à terme une forme de propriété sociale et temporaire, et d'entamer une démarchandisation de l'économie. Politiquement, nul ne risque de sombrer dans les dérives totalitaires et bureaucratiques des régimes soviétiques puisque ce socialisme « démocratique, autogestionnaire et décentralisé » (p. 240) passerait au contraire par un approfondissement de la démocratie libérale, la question de l'articulation des échelles d'intervention - centralisée ou décentralisée - restant ici ouverte. Dans la mesure où ces formations socio-économiques et politiques sont interconnectées, cela suppose également que les États en place sortent des traités de libre-échange, redéfinissent les règles du commerce international et imposent des règles de justice sociale et environnementale visant entre autres un rééquilibrage entre Nord et Sud.

Le problème des discriminations sociales, genrées et ethnoraciales est bien sûr fondamental. La justice éducative joue ici un rôle crucial. Mais si une politique de discrimination positive sur critères sociaux est souhaitable, le minimum, note Piketty, serait déjà de sortir de la discrimination négative - qui fait que dans tous les pays

de l'OCDE les classes sociales défavorisées bénéficient de moyens éducatifs inférieurs à ceux alloués aux classes favorisées. Pour le reste, quelle peut-être l'efficacité d'une politique des quotas ? Peut-elle aider à accélérer le trop lent rattrapage des écarts hommes/femmes et à modifier l'organisation fortement genrée du monde du travail mise au jour par l'économie féministe ? Peut-elle lutter contre les discriminations raciales de plus en plus attestées, mais encore trop mal évaluées ? L'outil semble malaisé à mettre en place. En tout état de cause, les critères retenus doivent faire l'objet de débats transparents impliquant tous les acteurs concernés ; surtout, l'ensemble devrait s'appuyer sur le projet précédent de redistribution des pouvoirs et des richesses.

Enfin, il convient de s'attaquer aux inégalités structurelles du système économique international. Les inégalités entre pays commencent à diminuer depuis 1980 et la hiérarchie des puissances à se modifier avec l'affirmation de la Chine. Mais les premières restent fortes et portent toujours la marque du décrochage de l'Occident et de l'héritage colonial des XIXe-XXe siècle, alors que la libéralisation commerciale et les paradis fiscaux empêchent les États les plus pauvres de se consolider. L'ouvrage suggère dans le même esprit de mettre en place un impôt mondial de 2% sur les fortunes supérieures à 10 millions d'euros et de traquer les fuites de capitaux. Quant aux États sociaux, acteurs attendus de cette régulation, ils ne doivent plus comme au XXe siècle se considérer comme des États nationaux, mais comme des États fédératifs, et se doter d'outils capables de s'adapter à l'organisation transnationale des acteurs économiques et des logiques impériales. Ainsi pourraient-ils adopter des traités de co-développement ou mettre en place des assemblées communes transnationales, voire transcontinentales, au sein desquelles se discuteraient les régulations à adopter en matière de droit du travail, de flux migratoires ou de dégradations environnementales.

Ce vaste récit permet ainsi d'historiciser l'état du monde actuel et ses faux-semblants, puis d'identifier des leviers d'action à une échelle nationale, transnationale et globale. Il vient ce faisant apporter profondeur, direction et une forme de cohérence à un ensemble de propositions formulées ces dernières années et qui sont également rappelées (de J. Cagé, M. Delmas Marty, B. Friot, D. Méda, P. Tcherneva, B. Sanders, A. Occasio-Cortez...). Comment, cependant, forcer les verrous et faire advenir ce « socialisme démocratique, écologique et métissé » ? Les luttes sociales et les rapports de forces sont nécessaires, mais l'ouvrage pointe aussi des conditions de possibilités particulières à la période actuelle : les effets de plus en plus visibles du dérèglement climatique (qui rendent *a priori* nécessaire la mutation des modes de production de consommation comme d'échange), et un double mouvement composé d'un côté de

l'affirmation d'un socialisme étatique et autoritaire chinois, de l'autre de la mise à mal des idéologies néolibérales depuis la crise de 2008. Il reste donc, note Piketty, un (mince) espace pour déployer ce « modèle de développement coopératif, fondé sur des valeurs universelles et des indicateurs sociaux et environnementaux objectifs et vérifiables. » (p. 349).

Les multiples histoires de l'égalité

Brassant une masse considérable de lectures et de mises au point, ce court ouvrage offre un panorama et un projet étonnamment ample. Comme tout macro-récit, surtout lorsqu'il est comme ici arrimé à une visée politique et des propositions concrètes, celui-ci contient des manques et est le fruit de choix, que chacun pourra discuter - ce que l'auteur reconnaît d'ailleurs volontiers. La perspective malgré tout progressiste pour désigner un XXI^e siècle souvent dépeint de manière plus sombre pourra par exemple étonner, même si elle a le mérite d'éviter les lectures doloristes qui empêchent toute capacité d'action. Suivant d'autres grandes figures, comme Pierre Bourdieu dans les années 1980, Thomas Piketty accorde par ailleurs une grande importance aux États dans leur capacité à répondre à la libéralisation et à réguler les échanges, même s'il propose ici des configurations institutionnelles plus diverses et connectées, aux modalités encore indéterminées. En revanche, si leur rôle décisif est constamment rappelé, une moindre place est accordée en comparaison aux luttes, mobilisations, conflits sociaux et révolutions. Or là, dans cette part conflictuelle, se joue peut-être d'autres histoires de l'égalité, et d'autres façons de penser le changement historique.

Pour en rester au cadre européen, de nombreux socialismes et expérimentations sociales ont déjà pensé au XIX^e siècle, en plus des critiques de Marx, la question des rapports hommes-femmes, les formes plurielles de propriétés, la démocratisation des rapports de travail, ou encore des formes variables de fédéralisme démocratique ayant une visée universelle. Ces pensées et combats pourraient apporter une consistance historique supplémentaire au projet de « fédéralisme socialiste et démocratique » qui n'est pas propre à ce début de XXI^e siècle. Mais l'histoire des luttes, projets et réalisations allant vers plus d'égalité va plus loin et prend des formes diverses dans le temps et l'espace. Au Moyen-âge, elle trouve des ressources au sein de la culture chrétienne. Pour en rester à l'époque de l'industrialisation, mais dans un espace lointain du point de vue européen, les paysans du delta du Bengale, après avoir connu

une forme de prospérité avec la commercialisation mondiale de leurs sacs de jute, trouvent dans la culture musulmane, au moment où ils subissent de plein fouet la réorganisation globale des flux de matières, les outils pour en appeler à l'autonomie, à une régulation des échanges et à une plus grande égalité avant de trouver une traduction politique au sein du Krishak Praja Party¹. Pointe là d'autres perspectives et une histoire différente, plus anthropologique et discontinuiste, qui mobilise d'autres outils et suggère d'autres traductions concrètes. Dans un numéro récent sur « les fins de l'égalitarisme », la revue *L'Homme* dressant un bilan provisoire des recherches sur l'égalité, rappelle que l'enjeu en la matière n'est plus de considérer des sociétés dites « autres », comme des réservoirs originels d'« égalitarisme primitif » - tant elles n'échappent pas à d'autres formes de hiérarchie et d'exclusion². Sur la base de tels croisements, de plus en plus de travaux montrent que les tendances, pérennes ou non, allant vers l'égalité s'observent partout, dans la longue durée et à une échelle planétaire. Comme le note Judith Scheele (<https://laviedesidees.fr/Egalite-et-egalitarisme-en-anthropologie.html>), la tâche des chercheurs est sans doute désormais de mettre au jour les très nombreux agencements possibles des liens entre égalité et hiérarchie, et de soutenir la constante inventivité politique des sociétés humaines. Les domaines concernés par la question semblent alors déborder le cadre habituel de réflexion pour intégrer, en plus des richesses, des statuts, des propriétés, ceux du genre et de la couleur de peau comme ici, mais aussi ceux des rapports nature-culture voire des capacités imaginatives. Autant de points de réflexions qui trouvent également un écho dans les débats contemporains, intellectuels ou politiques.

Le récit et les propositions formulées par Thomas Piketty, en ce sens, ne sont pas en contradiction avec ce panorama, mais il existe bien d'autres histoires de l'égalité possibles, au sein d'une pluralité de modes d'action, de langages et de formes institutionnelles imaginables. Au sein du cadre qu'il s'est fixé, ce bref essai n'en dénature pas moins, par le recours historique, des inégalités structurelles qui semblaient intangibles ; et il formule des mesures de régulation ou de transformation articulées à l'état actuel de la distribution des pouvoirs, et intégré dans le cadre des démocraties libérales. Aux plus sceptiques qui pointeront leur caractère utopique il suffira de rappeler que ces recommandations, orientées selon une autre direction, sont au fond de la même ampleur que celles généralement proposées par des économistes dits « néolibéraux », qui semblent elles frappées d'évidence. Et que l'une des fonctions des utopies est précisément de briser les cadres mentaux implicites qui enserrant la

¹ Tariq Omar Ali, *A Local History of Global Capital: Jute and Peasant Life in the Bengal Delta*, Princeton: Princeton University Press, 2018.

² « Les fins de l'égalitarisme », *L'Homme. Revue française d'anthropologie*, 236, 2020.

perspective du changement possible. Dans ses réflexions sur l'utopie, le sociologue Norbert Elias expliquait que la différence entre le XVI^e et le XXI^e siècle est que les êtres humains, capables d'aller sur la lune ou de nourrir virtuellement toute la planète, ont désormais les moyens de résoudre les problèmes auxquels ils étaient confrontés³. Le problème est bien d'organisation humaine, multiforme et à grande échelle, un constat qui serait à l'origine d'une angoisse toute particulière dans les sociétés concernées. Ces propositions se situent en ce sens à la bonne échelle, y compris pour qui ne veut s'intéresser qu'au cadre français tant celui-ci est bien co-dépendant du reste. Surtout, à aucun moment le livre n'impose ses analyses et perspectives comme la seule solution, mais prend le soin de les expliciter et de les proposer à la discussion commune.

Il vient ainsi conforter d'une manière originale tout un courant actuel de recherche sur la question de l'égalité⁴. Ses propositions seront certainement discutées. En dressant ce vaste horizon de diminution des inégalités, elles témoignent en tout cas d'une grande confiance dans le débat démocratique, les institutions parlementaires et leur capacité de transformation, à un moment précisément où nombre de citoyennes et citoyens n'osent sans doute plus y croire, générant une forme de résignation. Sur un plan plus général, alors que le repli nationaliste s'impose et que l'économie dominante continue d'apparaître comme la toile de fond naturelle de nos existences, qu'un chercheur de cette stature renoue avec la figure de l'intellectuel pour proposer un autre récit et, dans le langage actuel de l'efficacité politique, des perspectives de changement possibles est incontestablement un geste à saluer.

Publié dans lavedesidees.fr, le 9 mars 2022

³ Norbert Elias, *Norbert Elias, L'utopie*, traduit de l'allemand par Hélène Leclerc et de l'anglais par Delphine Moraldo et Marianne Woollven. Introduction et supervision des traductions par Quentin Deluermoz, Paris, La Découverte, 2014.

⁴ Par exemple, dans deux genres différents, Alessandro Stanziani, *Capital Terre, une histoire longue du monde d'après (XII^e-XXI^e siècle)*, Payot, 2021 ; Florent Guénard, *La passion de l'égalité*, Paris, Seuil, 2022.